

# **AICO FRANCE**

SAS au capital de 50 000 €

Siège social : 3 chemin du Jubin, 69 570 DARDILLY

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2020

# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

**A l'associé unique,**

## **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AICO France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **FONDEMENT DE L'OPINION**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Autres éléments significatifs » de l'annexe des comptes annuels concernant la crise sanitaire du COVID-19.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif, qu'en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ADB Boutiques ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux Comptes :

CAP OFFICE



Le 14 juin 2021

Christophe Reymond


**Bilan**

	<b>Brut</b>	<b>Amortissement Dépréciations</b>	<b>Net au 31/12/20</b>	<b>Net au 31/12/19</b>
<b>ACTIF</b>				
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	55 666	39 985	15 681	26 933
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	7 875	5 947	1 928	6 608
Immob. en cours / Avances & acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	792		792	10 100
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>64 333</b>	<b>45 933</b>	<b>18 400</b>	<b>43 640</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	81 046	34 694	46 352	90 925
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	1 260 730	13 814	1 246 916	1 314 905
Fournisseurs débiteurs	8 313		8 313	9 939
Personnel				79
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	82 858		82 858	92 043
Autres créances	320 351		320 351	1 379
<b>Divers</b>				
Avances et acomptes versés sur commande				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	566 764		566 764	684 454
Charges constatées d'avance	11 678		11 678	14 727
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 331 741</b>	<b>48 508</b>	<b>2 283 233</b>	<b>2 208 451</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 396 074</b>	<b>94 441</b>	<b>2 301 633</b>	<b>2 252 091</b>

 Bilan

	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
<b>PASSIF</b>		
Capital social ou individuel	50 000	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	5 000	
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	42 750	
Report à nouveau	-379	-379
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>74 718</b>	<b>47 750</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>172 090</b>	<b>97 371</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	400 000	
<i>Découverts et concours bancaires</i>	1 891	2 268
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits</b>	<b>401 891</b>	<b>2 268</b>
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	240 000	750 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	14 970	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>406 575</b>	<b>908 652</b>
<i>Personnel</i>	23 682	13 812
<i>Organismes sociaux</i>	46 813	14 544
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>	13 768	15 495
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	65 265	133 371
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	4 543	937
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>154 070</b>	<b>178 159</b>
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	912 037	315 641
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 129 543</b>	<b>2 154 720</b>
Ecarts de conversion - Passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 301 633</b>	<b>2 252 091</b>


**Compte de résultat**

	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	Variation relative (montant)	Var. rel. (%)
<b>PRODUITS</b>				
Ventes de marchandises	6 084 829	7 951 132	-1 866 303	-23,47
Production vendue	185 175	196 050	-10 874	-5,55
Autres produits	84 033	63 850	20 182	31,61
<b>Total</b>	<b>6 354 037</b>	<b>8 211 032</b>	<b>-1 856 995</b>	<b>-22,62</b>
<b>CONSOMMATION M/SES &amp; MAT</b>				
Achats de marchandises	5 074 637	6 513 038	-1 438 401	-22,08
Variation de stock (m/ses)	12 510	312 519	-300 009	-96,00
Achats de m.p & aut.approv.	354	18	335	NS
Autres achats & charges externes	860 445	1 089 198	-228 753	-21,00
<b>Total</b>	<b>5 947 945</b>	<b>7 914 772</b>	<b>-1 966 827</b>	<b>-24,85</b>
<b>MARGE SUR M/SES &amp; MAT</b>	<b>406 092</b>	<b>296 260</b>	<b>109 832</b>	<b>37,07</b>
<b>CHARGES</b>				
Impôts, taxes et vers. assim.	11 790	8 920	2 870	32,17
Salaires et Traitements	147 176	106 591	40 585	38,08
Charges sociales	54 619	35 668	18 951	53,13
Amortissements et provisions	50 842	50 820	22	0,04
Autres charges	25 771	2 387	23 384	979,46
<b>Total</b>	<b>290 198</b>	<b>204 387</b>	<b>85 811</b>	<b>41,98</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>115 895</b>	<b>91 873</b>	<b>24 021</b>	<b>26,15</b>
Charges financières	7 564	3 750	3 814	101,72
<b>Résultat financier</b>	<b>-7 564</b>	<b>-3 750</b>	<b>-3 814</b>	<b>101,72</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>108 330</b>	<b>88 123</b>	<b>20 207</b>	<b>22,93</b>
Charges exceptionnelles	4 348	24 878	-20 530	-82,52
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-4 348</b>	<b>-24 878</b>	<b>20 530</b>	<b>-82,52</b>
Impôts sur les bénéfices	29 264	15 495	13 769	88,86
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>74 718</b>	<b>47 750</b>	<b>26 968</b>	<b>56,48</b>

## Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SASU AICO FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 2 301 633 euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 74 718 euro.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/01/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif à des corrections mineures.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Les montants sont exprimés en euro.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Concessions, logiciels et brevets : 3 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



## Règles et méthodes comptables

### Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

Impacts de la crise sanitaire liée au COVID-19 :

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation. Durant l'exercice, des mesures de confinement, de couvre-feu et d'activité partielle ont été appliquées.

L'activité de l'entreprise et des partenaires a été impactée et les difficultés d'approvisionnement ont entraîné un décalage du chiffre d'affaires.

Malgré les événements liés à la crise du COVID-19, l'activité de l'entité s'est poursuivie et s'est adaptée à cette situation difficile.

La société a notamment bénéficié sur l'exercice des mesures suivantes :

- Obtention d'un PGE pour un montant de 400 000 €
- Mesures de chômage partiel qui a représenté une aide à hauteur de 10 505 €

La direction n'a pas connaissance à la date d'arrêté des états financiers au 31/12/2020 d'incertitudes significatives pouvant remettre en cause la continuité d'exploitation.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	60 707		5 041	55 666
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>60 707</b>		<b>5 041</b>	<b>55 666</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 093		3 093	
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 914	2 765	8 804	7 875
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>17 007</b>	<b>2 765</b>	<b>11 897</b>	<b>7 875</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	10 100		9 308	792
<b>Immobilisations financières</b>	<b>10 100</b>		<b>9 308</b>	<b>792</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>87 814</b>	<b>2 765</b>	<b>26 246</b>	<b>64 333</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 774	11 252	5 041	39 985
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>33 774</b>	<b>11 252</b>	<b>5 041</b>	<b>39 985</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	792	145	937	
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 608	2 952	6 613	5 947
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>10 399</b>	<b>3 097</b>	<b>7 550</b>	<b>5 947</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>44 174</b>	<b>14 350</b>	<b>12 591</b>	<b>45 933</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 684 723 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	792		792
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 260 730	1 260 730	
Autres	411 522	411 522	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	11 678	11 678	
<b>Total</b>	<b>1 684 723</b>	<b>1 683 931</b>	<b>792</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - Rrr Obtenir	8 313
<b>Total</b>	<b>8 313</b>

## Notes sur le bilan

### Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	2 631	34 694	2 631	34 694
Créances et Valeurs mobilières	77 650	1 798	65 635	13 814
<b>Total</b>	<b>80 281</b>	<b>36 492</b>	<b>68 266</b>	<b>48 508</b>
<b>Répartition des dotations et reprises :</b>				
Exploitation		36 492	68 266	
Financières				
Exceptionnelles				

### Capitaux propres

#### Composition du capital social

Capital social d'un montant de 50 000,00 euro décomposé en 50 000 titres d'une valeur nominale de 1,00 euro.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	50 000	1,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	50 000	1,00

## Notes sur le bilan

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 114 573 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 891	1 891		
- à plus de 1 an à l'origine	400 000		299 580	100 420
Emprunts et dettes financières divers (*)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	406 575	406 575		
Dettes fiscales et sociales	154 070	154 070		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 152 037	1 152 037		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>2 114 573</b>	<b>1 714 573</b>	<b>299 580</b>	<b>100 420</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice :	400 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice :				
(**) Dont envers Groupe et associés	240 000			

## Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - Fact. Non Parvenues	226 369
Banque - Intérêts Courus Payer	1 867
Dettes Provis. Pr Congés à Payer	5 682
Prime à Payer	18 000
Charges Sociales S/Congés à Payer	2 119
Charges Sociales Sur Primes à Payer	9 000
Etat - autres charges à payer	2 459
Clients - Rrr à Accorder	335 575
<b>Total</b>	<b>601 070</b>

 Notes sur le bilan

## Comptes de régularisation

**Charges constatées d'avance**

	<b>Charges d'exploitation</b>	<b>Charges Financières</b>	<b>Charges Exceptionnelles</b>
Charges Constatées D Avance	11 678		
<b>Total</b>	<b>11 678</b>		



English translations on the following pages

# **AICO FRANCE**

A Simplified Joint Stock Company (SAS) with capital of €50,000  
Head office: 3 chemin du Jubin, 69570 DARDILLY

## **AUDITOR'S REPORT ON THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

Financial year ending 31st December 2020

# AUDITOR'S REPORT ON THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS

Financial year ending on 31st December 2020

**To the sole shareholder,**

## **OPINION**

In accordance with the mission entrusted to us by your General Meeting, we have conducted an audit of the annual financial statements of AICO France for the financial year ending 31st December 2020, as annexed hereto.

We hereby certify that the annual financial statements are, in light of accounting rules and principles applicable in France, regular and sincere and provide a faithful image of the result of transactions undertaken during the past financial year as well as the financial and asset situation of the company at the FY end.

## **BASIS OF OUR OPINION**

Standards of auditing

We carried out our audit as per professional standards applicable in France. We believe that all information collected are sufficient and appropriate on which to base our opinion.

Our responsibilities by virtue of these standards are indicated under the section entitled "Responsibilities of the Auditor when auditing the annual financial statements" under this report.

Independence

We conducted our auditing mission in respect of the rules of independence for which provision is made under the Commercial Code and Code of Ethics in the auditing profession, over the period between 1st January 2020 and the date of issue of our report.

## **OBSERVATIONS**

Without casting doubt over our opinion expressed above, we would like to draw your attention to the point indicated under the note entitled "Other significant information" in the Annex to the annual financial statements concerning the Covid-19 pandemic.

## **JUSTIFICATION OF OUR APPRECIATIONS**

---

The global Covid-19 pandemic created some unique circumstances for preparation and auditing of the annual financial statements for this financial year. Indeed, the crisis coupled with the exceptional measures taken in the framework of the state of emergency have had many consequences for companies, particularly in terms of their commercial activities and financing, as well as an increased level of uncertainty as to their future outlook. Some of these measures, such as travel restrictions and working from home, also led to effects on internal organisation within companies as well as the manner in which audits were conducted.

It is in this complex and fluid context that, in accordance with the provisions set forth under articles L. 823-9 and R. 823-7 of the Commercial Code concerning justification of our appreciations, we hereby notify you of the following appreciations which, in our professional opinion, were the most significant when auditing your annual financial statements.

The appreciations made fall within the framework of the audit of annual financial statements as a whole and expression of our opinion above. We do not express an opinion on elements forming these annual financial statements individually.

## **SPECIFIC VERIFICATIONS**

---

We have also undertaken, pursuant to professional standards applicable in France, specific verifications as stipulated under legislation and regulations.

We have no observation to make regarding the sincerity and compliance with the annual financial statements of information indicated in documents concerning the financial situation and annual financial statements as sent to the sole shareholder.

## **RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND PEOPLE COMPRISING CORPORATE GOVERNANCE REGARDING THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

---

It is incumbent upon management to draw up annual financial statements which present a faithful image in accordance with French accounting rules and principles as well as implementing internal controls deemed necessary for drawing up annual financial statements free of any significant anomalies, whether resulting from fraud or error.

During establishment of annual financial statements, it is incumbent upon management to evaluate the ability of the company to continue trading, to present in these accounts, where appropriate, all necessary information for continued trading and to apply the accounting convention of continued trading, unless it is planned to wind up ADB Boutiques or cease trading.

The annual financial statements have been approved by the Chairman.

## **RESPONSIBILITIES OF THE AUDITOR CONCERNING THE AUDIT OF ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

---

It is incumbent upon us to draw up a report on the annual financial statements. Our objective is to gain all reasonable assurances that the annual financial statements, taken as a whole, do not include any significant anomalies. Reasonable assurance corresponds to a high level of assurance, without however guaranteeing that an audit conducted in accordance with professional standards automatically

allows for any significant anomaly to be detected. Anomalies may result from fraud or errors and are considered to be significant when it can be reasonably believed that they may, when taken individually or together, influence financial decisions that users of the financial statements take when using these as a basis.

As indicated under article L. 823-10-1 of the Commercial Code, our certification mission of the annual financial statements does not consist of guaranteeing the viability or quality of your company's management.

In the framework of an audit carried out pursuant to professional standards applicable in France, the auditor exercises his professional judgement throughout the audit.

Moreover:

- he identifies and evaluates the risks that the annual financial statements include any significant anomalies, whether these result from fraud or error, defines and implements auditing procedures to confront these risks, and collects all information deemed sufficient and appropriate on which to base his opinion. The risk of failure to detect a significant anomaly resulting from fraud is higher than that of a significant anomaly resulting from an error, as fraud may imply collusion, forgery, voluntary omissions, incorrect declarations or misuse of internal controls;
- he reads the pertinent internal controls for the audit so as to define appropriate auditing procedures under the circumstances, and not with a view to expression an opinion on the effectiveness of internal controls;
- he appreciates the appropriate nature of accounting methods used and the reasonable nature of accounting estimates undertaken by management, as well as all information concerning these as provided in the annual financial statements;
- he appreciates the appropriate nature of application by management of the accounting principle of business continuity and, in line with information collected, the existence or otherwise of any significant uncertainty related to any events or circumstances likely to call into question the ability of the company to continue trading. This appreciation is based on information collected up until the date of drafting his report, with it being reminded that any subsequent circumstances or events could still cast doubt on business continuity. If he should find that there is any significant uncertainty, he draws the attention of those persons reading his report to information provided in the annual financial statements concerning this lack of certainty or, if this information is not provided or irrelevant, he issues certification with reserves or refuses to issue certification;
- he appreciates the overall presentation of the annual financial statements and evaluates whether the annual financial statements reflect the underlying transactions and events so as to provide a faithful image.

The Auditor:

CAP OFFICE

On 14th June 2021    Christophe Reymond



# ANNUAL ACCOUNTS 2020

Period from 01/01/2020 to 31/12/2020

## SASU AICO FRANCE

ANNUAL ACCOUNTS  
FROM 01/01/2020 TO 31/12/2020

---

Chartered accountant   social   consultancy   chartered accountant   audit

---

Head Office: Le Thelemos 12 et 15 quai du commerce C.P. 50203 69336 Lyon Cedex 09

Tel. 04 78 43 45 55 Fax 04 78 64 83 42 Website <http://www.orial.fr>

Company entered on the Register of Chartered Accountants and the Regional Order of Chartered Accountants

SAS (Simplified Joint Stock Company) with capital of €3,762,911 -

444 674 816 00012 RCS Lyon- Paris - Valréas - Villefranche-sur-

Saône

Member of the JPA international network

 **Contents**

<b>1. Annual accounts</b>	<b>1</b>
Report presenting the annual accounts	2
Balance sheet	3
Profit & loss account	5
Annex	
<i>Accounting rules and methods</i>	6
<i>Significant events</i>	8
<i>Notes on the balance sheet</i>	9
<b>2. Tax documents</b>	<b>15</b>

## ***Annual accounts***



 **Report presenting the annual accounts****REPORT BY THE CHARTERED ACCOUNTANT**

In the framework of the mission to present the annual accounts for SASU AICO FRANCE for the financial year from 01/01/2020 to 31/12/2020 and pursuant to our agreements in place, we have undertaken all due and proper diligence for which provision is made by standards for presentation of accounts as defined by the Order of Chartered Accountants.

The annual accounts are annexed to this report; they notably show the following data:

	<b>Total amounts in euros</b>
Balance sheet	2,301,633.11
total Turnover	6,270,004.52
<b>Net book result (Profits)</b>	<b>74,718.48</b>

*Done at  
LYON On  
24/03/2021*

*For S.A.S. Oriat*

**Christian RUYSEN**  
*Chartered Accountant*


**Bala**

	<b>Gro ss</b>	Amortisation Depreciation	<b>Net as at 31/12/20</b>	<b>Net as at 31/12/19</b>
<b>ASSETS</b>				
<b>CAPITAL SUBSCRIBED NOT CALLED UP</b>				
<b>Intangible fixed assets</b>				
Incorporation fees				
Research and development expenses				
Concessions, patents and similar	55,666	39,985	15,681	26,933
Commercial capital				
<b>Other intangible fixed assets Tangible fixed assets</b>				
<b>Land Construction</b>				
Technical installations, material and tools				
Other tangible fixed assets				
Current fixed Assets / Advance	7,875	5,947	1,928	6,608
payments & deposits <b>Financial fixed assets</b> Holdings and receivables Other				
fixed asset shares				
Loans				
Other financial assets				
	792		792	10,100
<b>TOTAL FIXED ASSETS</b>	<b>64,333</b>	<b>45,933</b>	<b>18,400</b>	<b>43,640</b>
<b>Stocks</b>				
Raw materials and other supplies				
Goods in production				
Services in production				
Intermediate products and finished products				
Goods for resale	81,046	34,694	46,352	90,925
<b>Debtors</b>				
Customer accounts and related accounts	1,260,730	13,814	1,246,916	1,314,905
Accounts receivable	8,313		8,313	9,939
Staff				79
State, Corporation tax				
State, turnover tax	82,858		82,858	92,043
Other debtors	320,351		320,351	1,379
<b>Miscellaneous</b>				
Advance payments and deposits on orders				
Stocks and shares				
Cash	566,764		566,764	684,454
Prepayments	11,678		11,678	14,727
<b>TOTAL CURRENT ASSETS</b>	<b>2,331,741</b>	<b>48,508</b>	<b>2,283,233</b>	<b>2,208,451</b>
<b>Costs to be broken down over several financial years Bond repayment premiums</b>				
Goodwill - Assets				
<b>ADJUSTMENT ACCOUNTS</b>				
<b>TOTAL ASSET VALUE</b>	<b>2,396,074</b>	<b>94,441</b>	<b>2,301,633</b>	<b>2,252,091</b>


**Bala**

	Net as at 31/12/20	Net as at 31/12/19
<b>LIABILITIES</b>		
<b>Company capital or individual capital</b>	<b>50,000</b>	<b>50,000</b>
Issue, merger, contribution premiums		
Reevaluation surplus		
Legal reserves	<b>5,000</b>	
Statutory reserves		
Regulated reserves		
Other reserves	<b>42,750</b>	
Profit or loss brought forward	<b>-379</b>	<b>-379</b>
<b>Net result of the FY</b>	<b>74,718</b>	<b>47,750</b>
Governments grants		
Statutory provisions		
<b>TOTAL SHAREHOLDER'S EQUITY</b>	<b>172,090</b>	<b>97,371</b>
<b>Income from the issue of shares</b>		
Conditional state advances		
<b>TOTAL OF OTHER EQUITY</b>		
Provisions for risks		
Provisions for charges		
<b>PROVISIONS FOR RISKS AND CHARGES</b>		
Convertible debenture loans		
Other debenture loans		
<i>Loans</i>	400,000	
<i>Overdraft facility and bank loans</i>	1,891	2,268
<b>Loans and debts with credit establishments</b>	<b>401,891</b>	<b>2,268</b>
Borrowings and miscellaneous financial debts		
<b>Miscellaneous loans and debits - Shareholders</b>	<b>240,000</b>	<b>750,000</b>
Advances and deposits paid for orders in progress	<b>14,970</b>	
Trade creditors and related accounts	<b>406,575</b>	<b>908,652</b>
<i>Staff</i>	23,682	13,812
<i>Social security bodies</i>	46,813	14,544
<i>State, Corporation tax</i>	13,768	15,495
<i>State, turnover tax</i>	65,265	133,371
<i>State, secured bonds</i>		
<i>Other tax and social security liabilities</i>	4,543	937
Tax and social security creditors	<b>154,070</b>	<b>178,159</b>
Amounts owed for fixed assets and related accounts		
Other liabilities	<b>912,037</b>	<b>315,641</b>
Deferred income		
<b>TOTAL DEBTS</b>	<b>2,129,543</b>	<b>2,154,720</b>
<b>Goodwill - Liabilities</b>		
<b>TOTAL LIABILITIES</b>	<b>2,301,633</b>	<b>2,252,091</b>


**Profit and loss account**

	from 01/01/20 to 31/12/20 12 months	from 01/01/19 to 31/12/19 12 months	Relative variation (total)	Rel. Var · (%)
<b>INCOME</b>				
Sales of goods	6,084,829	7,951,132	-1,866,303	-23.47
Production sold	185,175	196,050	-10,874	-5.55
Other income	84,033	63,850	20,182	31.61
<b>Total</b>	<b>6,354,037</b>	<b>8,211,032</b>	<b>-1,856,995</b>	<b>-22.62</b>
<b>CONSUMPTION OF MERCHANDISE &amp; MATERIALS</b>				
Purchases of goods	5,074,637	6,513,038	-1,438,401	-22.08
Stock variation (merchandise)	12,510	312,519	-300,009	-96.00
Purchase of raw materials & misc. supplies	354	18	335	NS
Other purchases & external costs	860,445	1,089,198	-228,753	-21.00
<b>Total</b>	<b>5,947,945</b>	<b>7,914,772</b>	<b>-1,966,827</b>	<b>-24.85</b>
<b>PROFIT MARGIN ON MERCHANDISE &amp; MATERIALS</b>	<b>406,092</b>	<b>296,260</b>	<b>109,832</b>	<b>37.07</b>
<b>COSTS</b>				
Taxes, duties and similar payments	11,790	8,920	2,870	32.17
Wages	147,176	106,591	40,585	38.08
Social security charges	54,619	35,668	18,951	53.13
Amortization and provisions	50,842	50,820	22	0.04
Other expenses	25,771	2,387	23,384	979.46
<b>Total</b>	<b>290,198</b>	<b>204,387</b>	<b>85,811</b>	<b>41.98</b>
<b>OPERATING PROFITS</b>	<b>115,895</b>	<b>91,873</b>	<b>24,021</b>	<b>26.15</b>
Financial expenses	7,564	3,750	3,814	101.72
Financial income	-7,564	-3,750	-3,814	101.72
<b>ROLLING PROFITS</b>	<b>108,330</b>	<b>88,123</b>	<b>20,207</b>	<b>22.93</b>
Extraordinary expenses	4,348	24,878	-20,530	-82.52
Net extraordinary income	-4,348	-24,878	20,530	-82.52
Corporate income tax	29,264	15,495	13,769	88.86
<b>PROFITS FOR THE FINANCIAL YEAR</b>	<b>74,718</b>	<b>47,750</b>	<b>26,968</b>	<b>56.48</b>

## Accounting rules and methods

Company name: SASU AICO FRANCE

Annex to the balance sheet before distribution of profits for the financial year ending 31/12/2020, of which the total amount stands at 2,301,633 euros and the profit and loss account for the financial year, presented in list format, recording profits of 74,718 euros.

The financial year lasts for 12 months, covering the period from 01/01/2020 to 31/12/2020.

The notes and tables below form an integral part of the annual accounts.

These annual accounts were approved on 14/01/2021 by Company management.

### General rules

The annual accounts for the financial year as at 31/12/2020 were drawn up in accordance with the regulations of the Authority for Accounting Standards no. 2020-09 of 4th December 2020 amending ANC regulation no. 2014-03 concerning minor adjustments.

Accounting conventions were applied with sincerity in respect of the principle of caution, pursuant to basic hypotheses:

- Business continuity,
- Continuation of accounting methods from one year to the next,
- Independence of financial years.

And pursuant to general rules and regulations for the drafting and presentation of annual accounts.

The basic method used to evaluate elements entered onto accounts is the historical cost method. Only significant information is provided. Amounts are given in euros.

### Tangible and intangible fixed assets

Tangible and intangible fixed assets are evaluated at their cost of acquisition for assets purchased at a price.

The cost of a fixed asset includes its purchase price, including customs and non-recoverable taxes, minus any rebates, commercial discounts and other deductions for payment of all directly related costs incurred for the intended use and operation of the asset. Transfer fees, costs and commission fees as well as costs incurred for drafting deeds of sale are not included in the acquisition cost. All costs which are not included as the acquisition cost for the fixed asset and which cannot be directly attached to necessary costs for the intended use and operation of the asset are entered as ancillary costs.

#### Amortizations

Amortizations for depreciation are calculated in a linear method as per the scheduled term of use.

- \* Concessions, software and patents: 3 to 5 years
- \* Office equipment: 5 to 10 years
- \* IT: 3 years
- \* Furnishings: 5 years

The amortization period used for simplification is the term of use for assets which are not broken down at the outset.

The company has considered, as at the date of closing accounts, and in light of all internal and external information at its disposal, the existence of information indicating whether assets lost significant value.

## Accounting rules and methods

### Stocks

The acquisition cost of stocks includes the purchase price, customs fees and other taxes, excluding any taxes which are recoverable at a later date by the entity with tax authorities, as well as shipping, handling and other directly related costs to the cost of raw materials, merchandise, production costs and finished products. Commercial rebates, discounts and other payment deductions and similar amounts are deducted to calculate the acquisition cost.

Stocks are evaluated using the first-in, first-out method. For practicality, and notwithstanding any significant discrepancy, the last known purchase price has been used.

Depreciation of stocks equal to the difference between the gross value calculated in line with the terms and conditions indicated above and the rate of the day or the settlement value minus proportional sales costs, is considered when this gross value is higher than the other term indicated.

### Debtors

Receivables are valued at their nominal value. Depreciation is undertaken when the inventory value is lower than the book value.

### Exceptional income and costs

Exceptional income and costs include elements which are not related to normal company business.

## Significant events

### Other significant elements

Impact of the COVID-19 pandemic:

The financial reports were drafted on the basis of continued trading. During the FY, lockdown, curfew and furlough measures were applied.

Trading by the company and its partners were impacted and supply difficulties led to a drop-in turnover.

Despite the COVID-19 situation, the entity continued to trade and adapted to this difficult situation. The company benefitted from the following measures over the FY:

- Issue of a State-backed loan for a total of €400,000.
- A furlough scheme representing total financial assistance of €10,505.

Management was unaware, as at the date of drafting financial statements as at 31/12/2020 of any significant uncertainties which would cast doubt on business continuity.

## Notes on the

## Fixed assets

## Fixed asset situation

	At the start of the year	Increase	Reduction	At the end of the year
- Incorporation and development fees				
- Commercial capital				
- Other intangible fixed assets	60,707		5,041	55,666
<b>Intangible fixed assets</b>	<b>60,707</b>		<b>5,041</b>	<b>55,666</b>
<b>- Lands</b>				
- Constructions on own land				
- Constructions on third-party land				
- General infrastructure, layout and construction developments				
- Technical infrastructure, material and industrial tools				
- General infrastructure, layouts and miscellaneous developments	3,093		3,093	
- Transportation equipment				
- Office and IT equipment, furniture	13,914	2,765	8,804	7,875
- Recyclable packaging and miscellaneous				
- Tangible assets in progress				
- Advances and payments				
<b>Tangible fixed assets</b>	<b>17,007</b>	<b>2,765</b>	<b>11,897</b>	<b>7,875</b>
<b>- Holdings evaluated by the equivalency method</b>				
- Other investments				
- Other financial investments				
- Loans and other financial fixed assets	10,100		9,308	792
<b>Financial assets</b>	<b>10,100</b>		<b>9,308</b>	<b>792</b>
<b>FIXED ASSETS</b>	<b>87,814</b>	<b>2,765</b>	<b>26,246</b>	<b>64,333</b>



## Notes on the

## Amortization of fixed assets

	At the start of the FY	Increase	Decreases	At the end of the FY
- Incorporation and development fees				
- Commercial capital				
- Other intangible fixed assets	33,774	11,252	5,041	39,985
<b>Intangible fixed assets</b>	<b>33,774</b>	<b>11,252</b>	<b>5,041</b>	<b>39,985</b>
<b>- Lands</b>				
- Constructions on own land				
- Constructions on third-party land				
- General infrastructure, layout and construction developments				
- Technical infrastructure, material and industrial tools				
- General infrastructure, layouts and miscellaneous developments	792	145	937	
- Transportation equipment				
- Office and IT equipment, furniture	9,608	2,952	6,613	5,947
- Recyclable packaging and miscellaneous				
<b>Tangible fixed assets</b>	<b>10,399</b>	<b>3,097</b>	<b>7,550</b>	<b>5,947</b>
<b>FIXED ASSETS</b>	<b>44,174</b>	<b>14,350</b>	<b>12,591</b>	<b>45,933</b>

## Notes on the

## Circulating assets

## Receivables

The total amount of receivables as at the end of the financial year stands at 1,684,723 euros and the detailed classification by maturity date is as follows:

	Gross amount	Due date Including less than one year	Due in over one year
<b>Fixed asset receivables</b> Amounts owed by group and related companies			
<b>Loans</b>			
<b>Others</b>	792		792
<b>Current asset receivables:</b>			
Client receivables and Related Accounts	1,260,730	1,260,730	
<b>Others</b>	411,522	411,522	
Capital subscribed - called up, not yet paid			
Prepayments	11,678	11,678	
<b>Total</b>	<b>1,684,723</b>	<b>1,683,931</b>	<b>792</b>
Loans granted during the FY Loans recovered during the FY			

## Expected income

	Total
<b>Suppliers - Rrr Obtained</b>	8,313
<b>Total</b>	<b>8,313</b>

## Notes on the

**Depreciation of assets**

Flows can be analysed as follows:

	<b>Depreciations at start of year of the FY</b>	<b>Provisions for the FY</b>	<b>Buybacks during the FY</b>	<b>Depreciations at the end of the FY</b>
Intangible fixed assets				
Tangible assets				
Long-term assets				
<b>Stocks</b>	<b>2,631</b>	<b>34,694</b>	<b>2,631</b>	<b>34,694</b>
<b>Receivables and Securities</b>	<b>77,650</b>	<b>1,798</b>	<b>65,635</b>	<b>13,814</b>
<b>Total</b>	<b>80,281</b>	<b>36,492</b>	<b>68,266</b>	<b>48,508</b>
<b>Breakdown of provisions and buybacks:</b>				
<b>Operations</b>		<b>36,492</b>	<b>68,266</b>	
<b>Exceptional Financial Elements</b>				

**Share equity****Breakdown of share equity**

Share equity standing at 50,000.00 euros broken down into 50,000 shares each with a nominal value of 1.00 euros.

	<b>Number</b>	<b>Nominal value</b>
Shares comprising the capital at the start of the financial year	<b>50,000</b>	<b>1.00</b>
Shares issued during the FY		
Shares reimbursed during the FY		
Shares comprising the capital at the end of the FY	<b>50,000</b>	<b>1.00</b>

## Notes on the

## Debts

## Debt situation

The total debts as at the end of the financial year stood at 2,114,573 euros and the detailed classification by maturity date stands as follows:

	Gross amount	Due in less than one year	Due in over one year	Due at over 5 years
Convertible debenture bonds (*)				
Other debenture bonds (*)				
Loans (*) and debts with Credit establishments o/w:				
- at a maximum of 1 year at the outset	1,891	1,891		
- at over 1 year from the outset	400,000		299,580	100,420
Miscellaneous financial loans and debts (*)				
Supplier debts and similar accounts	406,575	406,575		
Tax and social security creditors	154,070	154,070		
Debts on fixed assets and similar accounts				
Other debts (**)	1,152,037	1,152,037		
Deferred income				
<b>Total</b>	<b>2,114,573</b>	<b>1,714,573</b>	<b>299,580</b>	<b>100,420</b>
(*) Loans taken out during the FY:	400,000			
(*) Loans repaid during the FY:				
(**) O/w to the Group and shareholders	240,000			

## Costs payable

	Total
Suppliers - Inv. Not yet paid	226,369
Bank - Interest Accrued Payable	1,867
Provisions on liabilities Provisions on paid leave	5,682
Bonus payable	18,000
Social security contributions over paid leave	2,119
Social security contributions over bonuses	9,000
State - other costs payable	2,459
Clients - Rrr to be granted	335,575
<b>Total</b>	<b>601,070</b>

 Notes on the**Accruals****Prepayments**

	Operating expenses	Financial Costs	Exceptional Costs
Prepayments	11,678		
<b>Total</b>	<b>11,678</b>		